

Crise au Burundi : nouveau sommet de l'EAC lundi

@rib News, 03/07/2015 – Source AFP Les dirigeants des pays de la Communauté est-africaine (EAC) tenteront une nouvelle fois lundi de dénouer la crise politique burundaise, une semaine après des élections boycottées par l'opposition et dont la validité est mise en doute par la communauté internationale, a annoncé l'EAC vendredi. « Il y a un nouveau sommet de la Communauté sur le Burundi lundi prochain à Dar es Salaam en Tanzanie », a annoncé Othieno Owora, chargé des relations publiques au secrétariat de l'EAC (Burundi, Rwanda, Ouganda, Tanzanie, Kenya). « Les chefs d'Etat vont faire une évaluation de la situation dans le pays depuis leur dernier sommet le 31 mai », a-t-il indiqué. Inquiète d'un climat de violence peu propice à l'organisation d'élections crédibles, l'EAC réclamait, comme la quasi-unanimité de la communauté internationale, un report des législatives et communales qui ont ouvert les élections générales burundaises lundi. Une présidentielle est prévue le 15 juillet, suivie de sénatoriales le 24. Mais Bujumbura est restée sourde à ces appels, arguant d'un risque de vide institutionnel si les élections n'étaient pas organisées très vite, le mandat du président Pierre Nkurunziza s'achevant le 26 août. Le Burundi est traversé par une grave crise politique depuis fin avril, quand Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et 2010, a officialisé sa candidature à un troisième mandat. Ses opposants jugent la démarche anticonstitutionnelle et contraire à l'accord d'Arusha qui avait permis la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006). Depuis, un mouvement de contestation populaire a été violemment réprimé par la police, parfois à balles réelles, et a donné lieu à des heurts meurtriers avec les jeunes du parti au pouvoir CNDD-FDD -- les Imbonerakure, qualifiés de milice par l'ONU. Plus de 70 personnes sont mortes dans ces violences, et plus de 140.000 Burundais ont fui dans les pays voisins -- Rwanda, République démocratique du Congo, Tanzanie -- ce climat préélectoral d'illégalité. Les Burundais attendent toujours le résultat des élections de lundi, qualifiées de mascarades par l'opposition et dont la validité a été mise en doute mercredi par l'ONU. L'ONU s'est appuyée sur les premières conclusions de sa Mission d'observation électorale (Menub), déployée depuis janvier dans le pays, qui, dans un document accablant de neuf pages, détaille violences, intimidations, violations des droits de l'homme et restrictions à la liberté d'expression tout au long de la campagne électorale et jusqu'au jour du scrutin. La Menub a dépeint un climat de peur et d'intimidation généralisées dans certaines parties du pays et rappelé que des violences ont précédé et accompagné le scrutin, notamment à Bujumbura.